

Mike Mathias

L'empreinte écologique et la richesse des nations

La mondialisation des échanges économiques et l'accroissement démographique continu ont poussé la consommation des ressources naturelles et les émissions liées à la combustion fossile à un niveau sans précédent. À l'heure actuelle, les écosystèmes qui alimentent nos sociétés avec ces ressources et qui absorbent les émissions de CO₂ ne peuvent plus suivre le rythme que leur impose l'humanité¹.

Tout comme les flux économiques sont étudiés à l'échelle planétaire, les scientifiques commencent aussi à considérer la Terre comme un organisme unique et autorégulé. Un organisme aux ressources écologiques limitées qui subit globalement et simultanément les effets d'une pression humaine excessive : changement climatique, acidification des océans, déclin de la biodiversité. Résoudre ce problème ne peut pas uniquement se limiter à la problématique du carbone ou à une autre limitation considérée de façon isolée. Une vision holistique est nécessaire pour considérer le dépassement écologique à une échelle globale.

L'empreinte écologique est un outil de gestion et de communication qui mesure les ressources naturelles renouvelables mises à disposition par la planète, combien nous en consommons et qui consomme quoi. L'empreinte écologique représente la surface nécessaire pour produire les principales ressources renouvelables consommées et pour absorber les déchets d'une population à un moment donné, compte tenu de l'état

de la technologie à ce moment donné. Déterminer l'empreinte de consommation d'un pays consiste à mesurer l'ensemble des biens et services produits auxquels il faut ajouter les importations

**À la fin des années 2030,
l'équivalent de deux planètes
serait nécessaire pour répondre
à notre consommation.**

et soustraire les exportations. Ainsi, l'empreinte nationale est affectée uniquement par les ressources écologiques effectivement consommées sur place. L'approche méthodologique permet ainsi d'éviter tout double comptage dans les consommations de ressources. Son objectif est de fournir une base solide pour orienter des stratégies politiques et économiques ainsi que pour aider à la prise de décision à un niveau planétaire, national ou individuel.

Le résultat de ce bilan est qu'à l'échelle planétaire, nous sommes en dépassement écologique croissant depuis plus de 25 ans, c'est-à-dire que nous consom-

mons plus de ressources que la planète nous en met à disposition. Les écosystèmes qui alimentent la santé et le bien-être de nos économies risquent de se détériorer de manière irréversible.

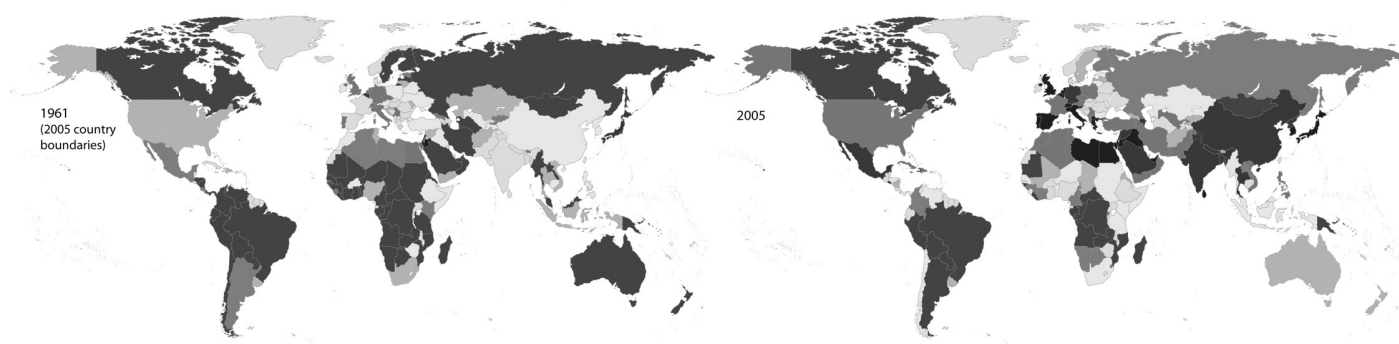
En 2005, l'empreinte de l'humanité dépassait la biocapacité de la planète de 30 %, il fallait donc aux écosystèmes de la planète un an et quatre mois pour produire les ressources consommées en une année. Des projections modérées établies par les Nations unies suggèrent que la demande continuera de croître de manière significativement plus rapide que la biocapacité. À la fin des années 2030, l'équivalent de deux planètes serait nécessaire pour répondre à notre consommation. Perdurer sur la tendance actuelle signifie donc restreindre rapidement notre marge de manœuvre et compromettre le bien-être de nombreux habitants de la planète.

Au courant du mois de juin 2010, le Conseil supérieur pour un développement durable sortira son rapport sur l'empreinte écologique du Luxembourg. Ce sera l'occasion de voir où se situe le Luxembourg par rapport à la consommation des ressources naturelles et par rapport à sa propre biocapacité.

Mike Mathias est membre du Conseil supérieur pour un développement durable.

Fig. 3: ECOLOGICAL DEBTOR AND CREDITOR COUNTRIES, 1961 and 2005

Eco-debt: Footprint relative to biocapacity
Eco-credit: Biocapacity relative to footprint



Richesses et pauvretés des nations

Les pays qui importent des aliments, des fibres ou des produits ligneux répondent aux besoins de leur consommation par des richesses écologiques qui proviennent d'autres régions du monde. Ils sont soumis au risque de voir leur demande dépasser l'offre, notamment si, dans le pays d'origine, la capacité exportatrice diminue. À cela s'ajoute le fait que de nombreux pays émettent plus de carbone dans l'atmosphère que leur écosystème peut en absorber. Si le monde décide de faire payer ces excès d'émission, les pays qui n'auront pas intégré cette nécessité vitale de réduire leurs émissions carbone devront supporter des coûts économiques substantiels.

Tandis que les ressources se font plus rares et que leurs prix augmentent, les États rencontrent des difficultés croissantes pour maintenir leur économie et garantir le bien-être de leurs concitoyens. Cela est particulièrement vrai pour les pays au pouvoir d'achat limité.

La diminution des ressources est d'ores et déjà apparente. En décembre 2007, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture a signalé une **pénurie alimentaire** globale dépassant un « simple » problème de distribution². Il faut voir dans ce contexte l'apparition massive d'accaparement de terres agricoles à l'étranger par des gouvernements et des sociétés privées au cours des dix dernières années. Les gouvernements riches cherchent à s'accaparer des terres agricoles à long terme afin de nourrir leurs populations et leurs industries. Parallèlement, les firmes sont à la recherche de concessions de longue du-

rée pour y établir des plantations où elles pourront produire des agrocarburants, du caoutchouc, de l'huile, du coton, etc. Ainsi, des terres agricoles, les nappes phréatiques et des forêts sont soustraites au contrôle des populations autochtones – petits producteurs, pêcheurs et éleveurs – avec comme conséquences fréquentes leur déplacement, la faim et la pauvreté. Les surfaces concernées sont considérables et dépassent, à l'échelle mondiale, un territoire correspondant au quart des surfaces agricoles

La firme coréenne Daewoo tentait de louer la moitié de la surface agricole du Madagascar.

européennes. Ainsi, l'Arabie Saoudite a signé un contrat pour l'utilisation de larges portions du territoire éthiopien. En Éthiopie, 5,2 millions d'habitants dépendent de l'aide alimentaire internationale (6,6 % de la population) et 85 % vivent de l'agriculture. Pourtant, le gouvernement a annoncé en novembre 2009 la mise en vente de 2,7 millions d'hectares de surface agricole.

Le cas le plus spectaculaire était la tentative par la firme coréenne Daewoo de louer la moitié de la surface agricole du Madagascar. Les pourparlers ont échoué suite à un soulèvement de la population qui a conduit au renversement du président. D'autres négociations ont réussies. Ainsi, une firme indienne, Varun International, a pris sous location au Madagascar une surface correspondant pratiquement à deux fois le territoire

du Luxembourg pour une production de riz à destination du marché indien. La dynamique de l'accaparement de terres reste très forte et menace à terme la stabilité sociale et politique dans des pays concernés tels que la République démocratique du Congo, le Ghana, le Cameroun, le Kenya, le Mali, le Mozambique, la Somalie, le Soudan, la Tanzanie, la Zambie, l'Indonésie, le Cambodge, le Pakistan et les Philippines³.

En plus de ces tentatives pour acquérir de la biocapacité supplémentaire, un rapport récent du Programme environnemental des Nations unies prévoit pour la décennie à venir un possible accroissement des conflits militaires pour le contrôle des ressources naturelles⁴. ♦

¹ Cet article se base en grande partie sur le rapport Ecological Wealth of Nations, édité par le Global Footprint Network en avril 2010 (www.footprintnetwork.org) et sur le rapport en élaboration par le Conseil pour un développement durable sur l'empreinte écologique du Luxembourg (www.csdd.lu).

² Elisabeth Rosenthal, « World food stocks dwindling rapidly, UN warns », New York Times, 17 December 2007.

³ Peter Clausen, « Afrika und Asien im Ausverkauf », in: Politische Ökologie 119, p. 25-28 ; Joachim von Brau, Ruth Meinzen-Dick, International Food Policy Research Institute, « Land Grabbing by Foreign Investors in Developing Countries: Risks and Opportunities », Policy Brief 13, April 2009

⁴ United Nations Environmental Programme, From Conflict to Peacebuilding: The Role of Natural Resources and the Environment, Nairobi, 2009.